



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 29 - vendredi 28 mai 2010

Dans ce numéro :

- Après le 27 mai
- LO, le NPA, les anticapitalistes et révolutionnaires face à leurs responsabilités

Après le 27 mai

Un million de manifestants d'après les syndicats, davantage en tout cas que lors du 23 mars, le succès relatif des manifestations du 27 mai appelées par la CGT, la CFDT, Solidaires, la FSU et l'UNSA montre que de nombreux salariés sont prêts à se battre pour leurs retraites. Dans le même temps, de nombreux travailleurs se sont abstenus de faire grève et de manifester avec un sentiment de fatalisme, de résignation, nourri par la brutalité et la violence des attaques en cours ici et ailleurs en Europe, mais aussi le sentiment que le 27 mai ne changerait pas le rapport de force faute d'une opposition déterminée aux plans gouvernementaux.

Grèce, Espagne, Portugal, Italie, Angleterre..., plus un jour ne se passe sans qu'un gouvernement n'annonce un nouveau plan d'austérité pour saigner à blanc les classes populaires et donner des gages aux marchés financiers sur leur détermination à faire payer la crise aux seules classes populaires. De droite ou de gauche, tous les gouvernements sont les otages consentants des banquiers, taillent dans les dépenses publiques, les services vitaux à la population, quitte à provoquer une nouvelle récession et déclencher la prochaine étape de la crise.

En refusant de livrer le détail de sa réforme des retraites avant le 20 juin, de crainte de cristalliser la riposte, le gouvernement espère gagner suffisamment de temps, laisser les travailleurs dans l'expectative, tout en multipliant les petites phrases pour distiller dans l'opinion le sentiment que la réforme est inéluctable, les décisions déjà prises. Le gouvernement joue la prudence car derrière la question des retraites c'est bien sa capacité à imposer aux classes populaires un vaste plan d'austérité qui se joue.

Woerth jure, la main sur le cœur, que le temps de l'écoute et du « dialogue » n'est pas terminé pour donner à sa réforme le sceau d'un diagnostic partagé. Une comédie qui dure depuis des mois avec l'assentiment des directions des organisations syndicales qui, prises à leur propre piège, n'osent rompre quitte à se ridiculiser et se disqualifier davantage.

Car Bernard Thibault a beau se plaindre que « *le dialogue avec le gouvernement est faussé* » et que le gouvernement « *joue la montre* », les directions syndicales participent depuis des mois à ce jeu de dupe en acceptant docilement le calendrier gouvernemental, en siégeant au Conseil d'Orientation des Retraites (COR) créée par Jospin en 2000 pour légitimer la casse des retraites. Tout au plus espèrent-elles pour donner le change obtenir du gouvernement quelques concessions sur la pénibilité ou une ponction symbolique sur les hauts revenus exclue du bouclier fiscal, pour tenter de sauver la face.

Loin de passer en force, le gouvernement s'appuie sur la tétanie, la connivence et la collaboration des directions syndicales et de la gauche gouvernementale. Ces mêmes directions syndicales qui n'osent plus claquer la porte même quand Sarkozy les convoque à un « sommet social » le 10 mai pour leur annoncer... la suppression des quelques mesures accordées aux plus démunis, des directions qui réclament toujours davantage d'« écoute » et de « dialogue » comme si le gouvernement ne menait pas une guerre de classe !

« *Interpeller ensemble les pouvoirs publics, tous les employeurs et peser sur les choix à venir* », tel était l'objectif avoué de l'appel unitaire intersyndical, un appel vide de tout contenu, qui fait part des « *incertitudes* » et « *inquiétudes* » sur les véritables

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

intentions du gouvernement ! Comme si le gouvernement ne réservait pas le pire aux travailleurs et n'engageait pas une offensive sans précédent contre nos droits sociaux ! Difficile de trouver dans cet appel un quelconque point d'appui à une mobilisation déterminée du monde du travail. Aucune revendication chiffrée, si ce n'est la seule exigence de l'âge de départ à 60 ans. Rien sur le nombre d'annuités ou le montant des pensions qui conditionnent pourtant le droit effectif à partir avec une retraite permettant de vivre décemment. Pas un mot sur l'abrogation des réformes Balladur ou Fillon de 1993 et 2003...

Une capitulation qui trouve son pendant dans les « contre-propositions » du PS et de Martine Aubry, d'autant plus ferme sur le maintien de l'âge de départ à 60 ans qu'elle cède sur tout le reste, notamment la question du nombre d'annuités et entérine les réformes passées... quand elle n'est pas démentie sur le champ par DSK, son rival pour 2012, qui, lui, refuse tout « *dogme* » sur l'âge de départ à la retraite, en indiquant que si on « *vit 100 ans, on ne va pas continuer à avoir la retraite à 60 ans* ».

Un peu partout, des collectifs militants, souvent impulsés à partir de l'appel Copernic signé par des représentants syndicaux, associatifs et politiques tentent de mener campagne dans les quartiers, sur les marchés. Mais si l'appel unitaire pose la question de la répartition des richesses, il évite soigneusement, lui aussi, toute revendication précise au motif de ne « fermer aucune porte ».

Difficile pourtant d'organiser la riposte si les objectifs ne sont pas clairement annoncés. S'agit-il seulement de défendre l'âge de départ à la retraite à 60 ans ou d'imposer en même temps et de manière indissociable le retour aux 37,5 annuités pour tous et des pensions qui permettent de vivre, faute de quoi l'exigence d'un droit à la retraite dès 60 ans est un mot creux ?

S'agit-il simplement d'impulser un débat « citoyen » en laissant le terrain de la lutte aux manœuvres des confédérations syndicales ou de débattre, d'agir et se regrouper autour d'un programme qui rompe avec la politique de collaboration de classe des sommets syndicaux et de la gauche gouvernementale ?

Enfin, s'agit-il de limiter nos objectifs à « faire pression » sur le gouvernement, de déporter la mobilisation sur le plan institutionnel en exigeant un référendum citoyen sur la question des retraites comme le fait Mélenchon ou d'imposer au gouvernement et à la bourgeoisie un rapport de force par la grève et dans la rue ?

Des réponses à ces questions et de notre capacité à porter ce débat partout, par en bas, dans les syndicats, les collectifs unitaires et sur les lieux de travail dépendra l'issue de la bataille des retraites et les possibilités de construire un autre rapport de force dans les mois qui viennent pour refuser de payer leur crise.

Raymond Adams

[Au sommaire](#)

LO, le NPA, les anticapitalistes et révolutionnaires face à leurs responsabilités

Le NPA, cette année, était invité à un débat à la fête de Lutte ouvrière. Nouveauté puisque l'an dernier LO n'avait pas jugé possible de débattre avec un parti « ni communiste ni trotskyste ». Bien que, semble-t-il, le jugement porté par LO sur le NPA ne se soit pas amélioré, bien au contraire, nous étions invités. A débattre, c'est beaucoup dire puisque de toute évidence il s'agissait de faire une parodie de procès du NPA accusé non seulement d'avoir « *une orientation électorale et réformiste* », mais pire, comme le verdict en est tombé à la fin, de vouloir construire consciemment un parti réformiste, l'alliance avec le PS... Nous n'avons même pas les circonstances atténuantes.

Pourquoi nous avoir alors invités à débattre puisque la direction de LO n'avait nullement l'intention de...débattre. Parce que, malgré tout, il lui est difficile de nous ignorer et de rompre avec la tradition qui veut que la fête de LO soit un cadre de discussion et d'échange.

Nous souhaitons pour notre part établir des relations démocratiques avec les camarades de LO comme avec tous les courants et militants qui se réclament du mouvement ouvrier, y compris d'ailleurs réformistes.

Nous avons voulu débattre et nous voulons continuer de débattre parce que quelles que soient les divergences, quelles que soient les erreurs et faiblesses du NPA, quelles que soient les limites de LO nous sommes confrontés aux mêmes responsabilités.

Cette discussion doit éviter les caricatures, les raccourcis, ses enjeux sont de taille. L'évolution de la crise et ses conséquences obligent l'ensemble du mouvement révolutionnaire à un bilan critique pour discuter des moyens de faire face aux échéances importantes qui s'approchent. Nous voulons débattre avec les militants de LO pour essayer de dégager les convergences qui pourraient nous permettre d'agir ensemble, de peser ensemble dans les luttes tant sociales que politiques.

Divergences et responsabilités communes

Il y a des divergences entre LO et le NPA, c'est une évidence. Il y a aussi des désaccords et discussions au sein du NPA sur certains aspects de la politique mise en œuvre ses six derniers mois ou sur nos perspectives. Mais avoir des divergences même importantes ne veut pas dire la rupture de solidarité, et a fortiori une politique d'hostilité déclarée. L'attitude de LO est en fait le reflet de sa propre faiblesse, des limites de sa propre direction et de ses craintes, une faiblesse qui l'empêche de débattre et l'enferme dans le protectionnisme politique.

LO formule des critiques sur les régionales dont bien des aspects sont partagés par des militants du NPA, mais ces critiques ne débouchent sur rien puisque LO ne milite que vis-à-vis de ses propres militants et sympathisants, que vis-à-vis d'elle-même sans chercher à influencer les autres forces, militants y compris antilibéraux, ou les militants du NPA, pour peser ensemble, exercer notre influence sur les autres forces politiques, leurs militants, les travailleurs qu'elles influencent.

Sans doute la direction de LO craint-elle les relations démocratiques qu'une telle politique impliquerait, de prendre le risque d'être influencée à son tour mais on ne peut construire un parti sans faire de la politique vis-à-vis des autres organisations du mouvement ouvrier, y compris réformistes et antilibérales, y compris vis-à-vis des appareils bureaucratiques des confédérations syndicales.

Souvent le radicalisme des critiques peut masquer la démoralisation et la passivité. Pour notre part, nous ne craignons aucune discussion, aucune confrontation et nous voudrions croire que d'autres discussions pourront avoir lieu pour explorer ce qu'ensemble nous pourrions faire pour répondre à nos responsabilités.

Des objectifs fondamentaux qui nous réunissent

Les effets de tribune à usage interne ne peuvent effacer les faits politiques. LO et le NPA partagent fondamentalement les mêmes objectifs. Nous refusons que les travailleurs fassent les frais de la crise, nous militons pour un mouvement d'ensemble afin de changer le rapport de force, faire payer patrons et financiers, imposer les exigences du monde du travail. Cet objectif se combine avec celui de construire un parti pour la transformation révolutionnaire de la société, instrument pour les luttes aujourd'hui, pour la lutte pour le pouvoir démocratique demain, parce que nous savons que la politique des directions syndicales paralyse les mobilisations et qu'il ne peut y avoir de réponse à la crise si l'on craint la remise en cause de la propriété privée capitaliste.

Ces objectifs sont liés, se combinent et déterminent l'ensemble de notre travail militant, nos tâches. Et cela dans un contexte radicalement nouveau du fait même justement de l'évolution du monde et de la crise globale qui se développe en conséquence de la mondialisation financière, libérale et impérialiste.

Elle modifie de fond en comble la donne. Elle est bien plus qu'une nouvelle crise réplique de crises passées, elle marque une étape importante, un réel basculement du monde dans une période d'instabilité sociale et politique qui débouchera sur des processus révolutionnaires.

Les rythmes vont nécessairement s'accélérer. Les États sont au cœur de la tourmente, ce qui donne au débat sur l'issue à la crise une dimension politique, la question du pouvoir est directement posée. La possibilité que la gauche libérale revienne aux affaires à l'occasion des échéances de 2012 donne un contenu très concret au débat dont la politique des socialistes grecs définit le cadre.

Les éléments de crise sociale et politique

Nous rentrons dans une période d'instabilité, de déséquilibre et de rupture qui va provoquer une rapide politisation dans la jeunesse et le monde du travail. L'avenir même de la société est en jeu.

C'est bien pourquoi on est quelque peu surpris quand Lutte ouvrière, dans le dernier numéro de sa revue *Lutte de classe*, dans un article sur la crise de la droite et sa défaite aux régionales, annonce un « *un retour vers la situation antérieure* ». Etrange façon de regarder l'avenir, d'essayer d'anticiper les évolutions en cours que de pronostiquer un retour au passé ! Curieux symptôme d'une pensée craintive de l'avenir qui cherche à se rassurer !

Dans le même registre, le texte sur la situation intérieure du dernier congrès de LO dénonce « *la guerre que le patronat et le gouvernement mènent contre les travailleurs* » pour aussitôt préciser « *cette guerre n'est pas nouvelle* ». Certes, mais il y a des seuils qui changent complètement la donne même pour les esprits qui cherchent désespérément à se rassurer sur la stabilité du monde ! Crise de la droite, retour de l'extrême droite, possible retour de la gauche, forte abstention, crise se combinent pour créer les éléments d'une crise sociale et politique. La question n'est pas de faire des pronostics sur ses rythmes mais de nous y préparer, d'y préparer les travailleurs.

Nous y préparer, c'est d'abord discuter nos réponses face à la crise. L'on ne peut se contenter comme dans le dernier numéro de la *Lutte de classe* de dire que « *mettre fin à l'organisation capitaliste de l'économie devient une nécessité vitale* ». C'est certes juste mais quelque peu général et abstrait. Il nous faut discuter des moyens de réaliser cet objectif, qui ne peut se faire par un simple saut dans l'histoire, passera par des étapes, un processus dont nous ne connaissons pas encore les

prémices mais dont dès maintenant nous devons définir la première étape, la conquête de la démocratie par les travailleurs.

Actualiser la démarche transitoire, n'est-ce pas cela la signification de la référence au trotskisme ?

Il est juste de défendre, de populariser dans les élections les exigences des travailleurs pour ne pas faire les frais de la crise que provoque la politique des classes capitalistes, il est juste d'affirmer la nécessité d'exproprier les expropriateurs mais toute la question est de faire le pont entre les deux, c'est-à-dire de poser la question du pouvoir. Partir des besoins immédiats du monde du travail pour faire le lien avec la nécessité d'en finir avec la domination du capital financier, annuler la dette, produire pour satisfaire les besoins humains ce qui pose la question de la prise du pouvoir par les travailleurs pour imposer leur contrôle sur la marche de la société. Etre révolutionnaire, c'est poser la question du pouvoir même si les conditions n'en sont pas mûres, non sous la forme générale de la destruction du capitalisme mais bien sous la forme du pouvoir politique.

L'occasion manquée de 1995 à 2007

Ensuite nous préparer à la période qui commence, anticiper l'avenir pour le construire, en être les acteurs, passe, paradoxalement peut-être, par un retour en arrière, un bilan critique du mouvement révolutionnaire. Essayer d'apprendre de notre propre passé.

Ce bilan impose un premier constat : l'extrême gauche n'a pas su capitaliser la sympathie qu'elle a rencontrée entre 1995 et 2007, elle n'a pas su surmonter ses divisions pour jeter les bases d'un rassemblement ouvrier et populaire, anticapitaliste et révolutionnaire.

Pourquoi ? On ne peut pas se contenter de dire que les conditions objectives n'étaient pas mûres. C'est qui, c'est quoi les conditions objectives ? On ne peut se contenter de dire, les autres trahissent, abandonnent le communisme, le trotskisme, c'est le recul. Nous devons nous interroger sur les raisons de cet échec.

On est frappé quand on lit la *Lutte de classe* qui analyse les résultats des élections régionales de ne voir aucun élément d'analyse et d'explication de l'abstention. Certains camarades au sein du NPA minimisent eux aussi la portée de cette abstention massive dans la classe ouvrière et la jeunesse.

Pourtant elle est d'une certaine façon le reflet de notre échec. Non pas directement, elle renvoie quant au fond à une dépolitisation et à un sentiment d'impuissance face au jeu de dupes que représente la démocratie institutionnelle. Mais l'importance de cette abstention au regard de nos propres résultats démontre à quel point nous n'avons pas su convaincre, ni LO ni le NPA, de l'utilité de voter pour nous, alors qu'en 2002 l'extrême gauche dépassait 10 % des voix.

Nous ne sommes pas certes électoralistes, mais les élections donnent une photographie de l'influence politique. L'extrême gauche reste en marge et il n'est pas possible d'évacuer la discussion sur les raisons de cette situation. Il y a là un véritable problème qui exprime la difficulté qu'a l'extrême gauche à passer d'une longue histoire d'opposants au réformisme social-démocrate ou stalinien à une politique de parti postulant à exprimer les intérêts des travailleurs, à unir leurs luttes, à aider à leur convergence et posant la question du pouvoir.

Nous avons manqué une première occasion durant la période qui va de 1995 à 2007 qui a vu le discrédit croissant de la gauche plurielle, l'effondrement du PC qui a jalonné l'offensive de la bourgeoisie à travers la mondialisation libérale et impérialiste. Jusqu'au début de la grande crise actuelle qui repose le problème en termes nouveaux.

Pour avancer, la première chose est d'assumer cet échec, relatif aux possibilités, certes mais réel. Ensuite, il faut chercher des réponses militantes en essayant d'apprécier les faiblesses de l'extrême gauche, dégager les leçons de cette période de 15 ans.

Le diagnostic part de l'analyse des politiques de la LCR et de LO avant la crise et la fondation du NPA. Les caractéristiques qui opposent les orientations des deux organisations éclairent sur les causes essentielles de nos difficultés à dépasser nos limites. On peut les résumer en parlant d'une forme de suivisme de l'ancienne Ligue vis-à-vis des réformistes, du PC, et de l'incapacité de la direction de LO d'avoir une politique de parti disputant leur influence aux réformistes à travers une politique de front unique qui ne se cantonne pas à la dénonciation.

Ces deux défauts ont une origine, une explication de fond liées à l'histoire du mouvement révolutionnaire qui est resté trop longtemps marginalisé par rapport à la classe ouvrière du fait de la domination du Parti communiste et de la bureaucratie de la CGT qui lui était liée.

L'enjeu de la bataille actuelle est de dépasser ces limites. C'est à la fois nécessaire face à l'évolution de la crise du capitalisme et possible de par l'effondrement du vieux parti issu du stalinisme.

Le projet du NPA ou la nécessité de regrouper les anticapitalistes

C'est ce défi que nous avons voulu relever en lançant le processus de fondation du NPA. D'une certaine façon notre projet se situe dans la continuité de l'appel d'Arlette en 95 à la construction d'un parti des travailleurs, ou plutôt d'une autre façon, dans des conditions radicalement différentes.

Au lieu de rester prisonniers d'une façon de concevoir le parti par en haut nous avons engagé un processus par en bas. Nous n'avons pas voulu nous contenter d'un appel, nous avons engagé un processus qui n'en est qu'à sa première étape. Notre premier congrès précisera, définira mieux les contours, les perspectives, les divergences à la lumière de ses 18 premiers mois. Il s'agit de constituer le NPA en parti des luttes de classes et de nous donner, au mieux les moyens de faire aux conséquences politiques du développement de la crise.

Le fond du désaccord avec nos camarades de LO est que leur raisonnements et conceptions n'ont pas suivi, accompagné les évolutions sociales et politiques. « *Nous ne construirons pas le parti par la méthode du un plus un, plus. Mais dans des circonstances favorables, le parti peut se construire très vite, « à la vitesse de la lumière » disait Trotsky, pour peu qu'existe un noyau cohérent de militants compétents. C'est ce noyau qu'il nous faut construire* » écrivait la direction de LO à l'occasion de son dernier congrès. Trotsky est appelé au secours d'un raisonnement qui lui est pour le moins étranger. Je ne sais pas si la prestation de nos deux interlocuteurs lors du débat de la fête de LO faisait partie d'un test d'évaluation de compétence, mais il est clair que la construction d'un parti révolutionnaire dans la période de tourmentes qui commence exigera d'autres capacités, d'autres qualités : la capacité démocratique, l'esprit critique, la capacité à entendre, à prendre en compte les raisonnements des autres, le courage de savoir être minoritaire, de défendre un point de vue, d'entraîner les autres, de leur faire partager idées et enthousiasme ...

Cela veut dire en particulier avoir une politique de parti vis-à-vis des autres forces. Cela veut dire un fonctionnement interne ouvert, être capable de prendre le risque de s'ouvrir à d'autres militants, à d'autres forces, être en mesure de discuter des moyens de développer une politique de Front unique ce qui fait partie de nos références communes.

Nos divergences sont-elles surmontables ?

De toute évidence dans ses relations avec le NPA la direction de LO a plus le souci de cliver que de rechercher les convergences, ou simplement de discuter pour convaincre. Cette attitude a une logique qui la conduit à dénoncer nos « *objectifs réformistes* » puis notre prétendue volonté de construire un parti réformiste, de rechercher l'alliance avec le PS... Tout ça est ridicule et démontre en retour que le volontarisme moraliste de LO peut se retourner contre ses acteurs mêmes. L'enfer est pavé de bonnes intentions dit l'adage populaire, les bonnes intentions révolutionnaires de LO, elles, pavent la route d'un sectarisme hors de propos, d'une agressivité à laquelle même Nathalie Arthaud, dans ses apparitions publiques, n'arrive pas à échapper.

Le propre des réformistes n'est-il pas d'opposer les luttes sociales et les luttes politiques ? Une des principales divergences entre nous est justement là. LO, dans les faits, se contente d'une agitation économiste sans jamais réellement poser la question du pouvoir politique des travailleurs. Nous voulons donner aux luttes toute leur dimension politique en posant la question du pouvoir. LO se contente de phrases incantatoires sur « *la destruction du capitalisme* ».

C'est bien là le saut qualitatif que l'extrême gauche a à faire : devenir une véritable parti politique posant la question du pouvoir en termes concrets.

Le basculement que connaît le monde avec le développement de la crise, la question de la dette et des déficits, le possible retour de la gauche libérale aux affaires met la question du pouvoir, quel gouvernement, pour quoi faire, au centre des débats.

Poser la question du pouvoir, sortir de l'incantation implique de mener une politique de front unique vis-à-vis des autres forces qui se revendiquent du mouvement ouvrier.

Faire de la politique ne relève pas que de la simple accumulation primitive, du recrutement un par un par le bouton de veste ou faire la morale à tout le monde au nom d'une classe ouvrière et d'un communisme mythique.

LO s'est développée en prenant des initiatives, en discutant, en polémiquant, en faisant de la politique au cœur du mouvement réel. Aujourd'hui, ses militants ont des choix importants à faire. Ou continuer sur la route prise au lendemain de 1995 quand leur direction a abandonné la perspective de construire un parti des travailleurs pour se replier sur elle-même ou reprendre l'offensive, préparer les luttes à venir en les armant d'une perspective politique.

La crise du capitalisme ne laisse pas de place pour un nouveau réformisme ni pour un économisme qui limiterait l'intervention des travailleurs sur le seul terrain des luttes sociales. Le NPA est un pari, ou plutôt un défi, pour contribuer à ce que le mouvement révolutionnaire se constitue en un véritable parti de masse. Rien n'est gagné, notre prochain congrès sera décisif, mais nous avons toute raison d'avoir confiance.

Nous avons confiance parce que nous savons que celles et ceux qui voudraient construire, aujourd'hui, à l'heure de la crise globale du capitalisme mondialisé un véritable parti réformiste n'auraient pas d'autre choix, pour être conséquent, que de prendre le chemin... de la révolution...

Yvan Lemaitre

[Au sommaire](#)